

Synthèse régionale

Des signes de reprise au second semestre 2016

Dans la lignée de 2015, l'économie guyanaise reste atone au premier semestre 2016, marquée par une crise du BTP persistante et des investissements en berne, en partie compensés par une activité intense du secteur spatial, une industrie et un secteur tertiaire marchands dynamiques. Au second semestre 2016, l'activité spatiale se maintient, et la construction montre des signes de reprise avec la concrétisation du redémarrage de grands chantiers.

Le contexte mondial est encore morose. En France, la croissance remonte sans atteindre un niveau très élevé. La zone Amérique latine et Caraïbes reste en grandes difficultés (- 1 %). Les deux pays voisins de la Guyane, le Surinam et le Brésil, sont toujours dans une situation économique et politique difficile.

Rémi Charrier, Insee

Secteur spatial, investissement des entreprises et des ménages : toujours bien orientés en 2016

En 2016, le Centre Spatial Guyanais (CSG) a lancé onze fusées ayant permis de mettre sur orbite 27 satellites. Comme en 2014 et en 2015, l'activité spatiale se maintient à un niveau élevé. Bien orientée, elle devrait rester dynamique avec la poursuite des travaux sur le programme Ariane 6 et un important carnet de commandes. L'économie guyanaise reste bien irriguée par les financements bancaires. Les crédits d'investissement des entreprises guyanaises sont dynamiques, en hausse de 44 M€ en 2016 et atteignant 531 M€. Les investissements dans l'habitat des ménages poursuivent leur croissance (+ 3,8 %) et l'encours des crédits immobiliers des ménages atteint 820 M€.

La reprise de la commande publique se traduit d'abord dans l'intérim

Au second semestre 2016, des chantiers importants de logements sociaux ont été lancés. Ils offrent un supplément d'activité au secteur du BTP, en sus du chantier Ariane 6 et de la poursuite de la construction de l'hôpital de l'Ouest guyanais. Le volume financier des démarrages de chantier retrouve son niveau élevé de 2011 et 2012. Ce rebond se traduit par une forte augmentation de l'intérim. En fin d'année, le nombre d'emplois intérimaires en équivalent temps plein atteint 1 080, en

hausse de 50 % par rapport à fin 2015. Après une période difficile, les entreprises se tournent d'abord vers l'intérim, par définition plus flexible, pour répondre à l'augmentation de l'activité. En revanche, l'emploi salarié dans la construction continue de se dégrader en 2016 (- 8 %). La diminution de l'emploi a été particulièrement forte au 1^{er} semestre avant de repartir légèrement à la hausse au 2^e semestre. Le rebond dans la construction se répercute sur l'activité du port. Celle-ci augmente en 2016, du fait de la hausse des importations de biens liés à la construction (+ 8 %).

Hors construction, la situation de l'emploi s'améliore. L'emploi salarié global est certes en faible hausse (+ 0,6 % en 2016), mais il est dynamique dans l'industrie (+ 2,6 %) et les services marchands (+ 1,9 %). Ces hausses sont proches du rythme de la croissance démographique (+ 2,3 %). Le taux de chômage augmente et s'établit à 23 % de la population active alors que le nombre d'inactifs dans le halo du chômage est en forte hausse.

La consommation des ménages bien orientée

La poursuite de la baisse des prix de l'énergie et des produits manufacturés semble avoir eu un effet positif sur la consommation des ménages en 2016. Ainsi, les importations de biens de consommation des ménages sont en hausse, notamment les produits alimentaires et les biens manufacturés. Après un léger rebond en

2015, les ventes de voitures particulières augmentent nettement en 2016 et retrouvent un niveau élevé.

Perspectives pour 2017

Avec le rebond du secteur de la construction au second semestre 2016, c'est un moteur important de l'économie qui se remet en marche : le carnet de commandes des entreprises se remplit de nouveau après trois années difficiles. Les entreprises se sont d'abord tournées vers l'emploi intérimaire. Le volume important d'appels d'offres et de permis de construire de logements sociaux en 2016 laisse augurer une activité soutenue pour le secteur du BTP en 2017 voire 2018. Si cela se confirme et si l'activité se maintient à un niveau élevé, l'emploi dans le secteur de la construction devrait repartir à la hausse et cesser de tirer l'emploi salarié global vers le bas. Dans un contexte de stabilité des prix, une hausse plus vigoureuse de l'emploi salarié pourrait se traduire par une hausse de la consommation, ce qui aurait un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie guyanaise. Le bilan social de l'année moins positif et les mouvements sociaux de mars et avril 2017 pourraient avoir contrarié ce schéma. Un certain nombre d'entreprises ont déposé le bilan et l'activité a été fortement ralentie pendant un mois.

Contexte national et international

Résistance de la croissance nationale dans un contexte mondial décevant

Jean-Baptiste Berry, Insee

En 2016, l'activité économique mondiale est décevante, malgré un rebond au second semestre. L'activité économique française augmente de 1,2 %. Dans les pays dits « émergents » et les pays « en développement », qui représentent toutefois plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans certains pays aux économies dites « avancées ». Trois transitions importantes continuent d'influer sur l'activité mondiale et ses perspectives. La première concerne le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et la réorientation progressive de l'investissement et de l'industrie manufacturière vers la consommation et les services. La seconde porte sur la forte baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base. La troisième est relative au décalage des politiques monétaires entre d'une part, un durcissement progressif de la politique monétaire des États-Unis dans le contexte d'une faible reprise, et d'autre part, l'assouplissement de celles de plusieurs autres grands pays avancés.

Une activité mondiale en berne en 2016

À l'échelle mondiale, l'activité économique a progressé de 3,1 %, pour 3,4 % en 2015, soit la plus faible progression depuis la récession de 2009. La baisse spectaculaire des importations dans plusieurs pays dits émergents et pays en développement qui connaissent des difficultés économiques pèse sur le commerce mondial. Ce dernier a néanmoins nettement accéléré au second semestre, éclaircissant une année médiocre. Sur l'ensemble de l'année, le volume du commerce mondial est moins dynamique qu'en 2015 : en moyenne annuelle, après avoir déjà fortement ralenti en 2015 (+2,4 %), la croissance des échanges mondiaux s'est établie à seulement +1,5 % en 2016, soit la plus faible progression depuis 2009, du fait de l'atonie des importations américaines et émergentes.

Les prix du pétrole ont poursuivi leur diminution en moyenne annuelle en 2016, en raison d'anticipation sur des hausses soutenues de la production des pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), tandis que la production pétrolière mondiale continue de dépasser la consommation. Néanmoins, les prix du pétrole

ont augmenté de quelque 20 % entre août 2016 et décembre 2016, en partie du fait de l'accord conclu par l'OPEP et d'autres pays producteurs pour réduire la production de pétrole.

Regain sur le second semestre 2016

La fin d'année 2016 a été conforme aux attentes : la conjoncture des économies dites émergentes s'est affermie et la croissance des économies dites avancées est restée solide. Le commerce mondial a ainsi nettement accéléré, éclaircissant une année médiocre, sa hausse annuelle de 2016 ayant été la plus faible depuis 2009.

Aux États-Unis, la croissance est en berne à +1,6 %, contre 2,6 % en 2015. La consommation des ménages y a contribué pour l'essentiel, mais a été dopée en fin d'année par une bouffée d'optimisme postélectorale et le redémarrage des dépenses des entreprises.

L'activité économique est restée atone dans les pays dits émergents, notamment en Chine où l'activité a légèrement ralenti à +6,7 % en 2016 contre +6,9 % en 2015, et dans les pays producteurs de pétrole qui ont pâti de la faiblesse de son cours. L'activité des économies dites avancées est en croissance modérée à +1,7 % en 2016, contre 2,1 % en 2015. Au sein de la zone euro, dans ce contexte de faiblesse des coûts de l'énergie pour les entreprises et d'assouplissement monétaire, le PIB a crû de 1,7 % en 2016 après 2 % en 2015 et deux années de récession économiques en 2012 et 2013.

Résistance de la croissance nationale

La croissance de l'activité économique pour l'année 2016 s'élève à +1,2 %, après +1,1 % en 2015. La dépense de consommation des ménages poursuit son redressement (+2,3 %, après +1,4 % en 2015 et +0,7 % en 2014) et l'investissement accélère (+2,8 % après +1,0 %). La contribution du commerce extérieur reste négative (-0,8 point), celle des variations de stocks est de -0,2 point. La consommation des ménages est soutenue par un pouvoir d'achat de nouveau en hausse, car les revenus d'activité sont restés dynamiques en 2016, tandis que l'inflation a

été quasi nulle du fait de sa composante énergétique.

En 2016, la production agricole a chuté (-5,7 % après -2,2 % en 2015), ce qui a pesé à hauteur de 0,2 point sur la croissance du produit intérieur brut : les récoltes céréalières et viticoles ont été fortement amoindries par les conditions météorologiques exceptionnellement mauvaises au printemps et à l'été dans l'hexagone. La construction accélère progressivement en 2016 : après de forts reculs en 2014 (-2,7 %) et en 2015 (-2,2 %), l'activité est repartie en 2016 (+0,7 %). La construction de logements a renoué avec la croissance, répercutant avec des délais habituels le net redressement des ventes de logements neufs.

L'emploi salarié marchand a vivement progressé au second semestre 2016 (+115 000 après +72 000 au premier semestre), porté notamment par l'emploi intérimaire. Au total, l'économie française a créé 187 000 emplois marchands en 2016, une hausse inédite depuis 2007. Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage a baissé par rapport au trimestre précédent (-0,1 point à 10,0 %) et a reculé de 0,2 point sur un an.

Dynamisme du pouvoir d'achat

En 2016, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a progressé solidement, à +1,8 % en moyenne annuelle. Cela constitue sa plus forte hausse depuis 2007, après +0,8 % en 2015, grâce à l'accélération de l'emploi marchand et la stabilité des prix. En moyenne annuelle en 2016, les salaires nominaux dans les branches marchandes ont augmenté à peine moins qu'en 2015 (+1,4 % après +1,6 %). Après deux trimestres étalés, la consommation des ménages a accéléré fin 2016 (+0,6 %), portant à +2,3 % sa hausse en moyenne annuelle sur l'année. Le regain de pouvoir d'achat des ménages a également alimenté leur investissement : même si le taux d'épargne se stabilise à 13,9 %, l'investissement des ménages accélère avec une croissance atteignant +2,4 % fin 2016.

L'activité se contracte en Amérique latine

En 2016, avec une contraction de -1 %, le rythme de l'activité économique dans la zone Amérique Latine et Caraïbes est le plus faible enregistré depuis les crises majeures des années 1983 et 2009. Néanmoins, la baisse des prix des matières premières a constitué un important soutien aux pays consommateurs de la région.

L'activité globale marque le pas en raison du fort ralentissement des investissements étrangers liés aux mauvaises perspectives, en particulier au Brésil et au Venezuela sensibles à la chute du prix des matières premières. Dans ce contexte, les monnaies au change flottant se sont vues fortement dépréciées. Les conditions de financement se dégradent, la hausse des primes de risque, en particulier pour les dettes souveraines alourdit les charges de la dette. Au Brésil, la récession se prolonge dans un contexte de tensions politiques et de détérioration des finances publiques. Malgré le redressement du commerce extérieur, la production industrielle diminue et la demande intérieure reste dégradée.

1 Résistance de la croissance nationale en 2016

Le Produit intérieur brut et l'évolution de ses composantes (Variations n/n-1 en volumes chaînés, en %)

	2013	2014	2015	2016
Produit intérieur brut	0,6	0,9	1,1	1,2
Importations	2,1	4,8	5,7	4,2
Dép. conso. ménages	0,5	0,7	1,4	2,3
Dép. conso. APU*	1,5	1,3	1,1	1,3
FBCF totale	-0,8	0,0	1,0	2,8
dont ENF*	0,2	1,7	3,1	3,6
dont ménages	-0,5	-3,0	-2,1	2,4
dont APU*	-0,7	-5,3	-3,0	-0,1
Exportations	1,9	3,3	4,3	1,8
Contribution des variations de stocks	0,2	0,7	0,3	-0,2

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010.

Conjoncture et perspectives 2017 : poursuite de l'élan du second semestre 2016

Les économies émergentes continueraient dans leur élan. Début 2017, le climat des affaires dans les économies émergentes continue de se bonifier et se situe à son plus haut depuis deux ans, encore bien en deçà toutefois de son niveau des années 2000. Avec la stabilisation des prix des matières premières, les monnaies des pays producteurs ont cessé de se déprécier, contribuant ainsi à une baisse de l'inflation. Les pertes de pouvoir d'achat s'atténuant, l'activité accélérerait en Russie et la récession serait moins sévère au Brésil. Au total, les importations des économies émergentes garderaient de l'élan d'ici mi-2017.

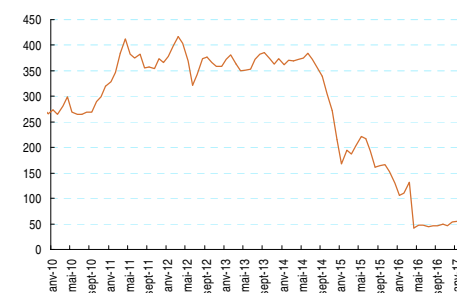
Aux États-Unis, la confiance des ménages et des entreprises a bondi après l'élection présidentielle, dopée par des perspectives de politique budgétaire expansionniste. Dans les économies avancées, le climat des affaires s'améliore également depuis fin 2016, malgré une forte remontée de l'inflation qui enrayer la dynamique du pouvoir d'achat des ménages. L'activité américaine accélérerait un peu (+0,6 % par trimestre), tirée par la demande intérieure.

La croissance du commerce mondial atteindrait +4,2 % sur un an mi-2017. Au premier semestre 2017, le redémarrage des moteurs américain et émergents permettrait au commerce mondial de progresser de 0,9 % par trimestre : sur un an, sa hausse atteindrait ainsi +4,2 % mi-2017, soit plus que fin 2016 (+2,5 %) mais encore nettement moins que le rythme annuel moyen entre 1990 et 2007 (+7 % par an).

L'économie française retrouverait mi-2017 un rythme de croissance semblable à celui de l'ensemble de la zone euro. Dans l'industrie manufacturière, les carnets de commandes se sont regarnis et les chefs d'entreprise sont optimistes sur leurs perspectives d'activité. Ainsi, la valeur ajoutée manufacturière progresserait de nouveau solidement d'ici mi-2017, entraînant dans son sillage l'activité des services marchands. Au premier semestre 2017, l'activité de la branche de la construction accélérerait (+0,4 au premier trimestre puis +0,8 % au deuxième). Au total, la croissance française du PIB redeviendrait comparable à celle de la zone euro : le PIB progresserait solidement au premier semestre 2017 (+0,3 % au premier trimestre puis +0,5 % au deuxième). L'activité française retrouverait ainsi un rythme comparable à celui de ses voisins, après trois années de croissance plus faible que celle de la zone euro.

2 Les prix du pétrole poursuivent leur recul en 2016

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (Texas) (calcul à pondération égale) Base 100 en 2000 \$ / baril



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org).

3 Croissance mondiale décevante

Croissance du PIB en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016, projections pour 2017 (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Monde	3,5	3,3	3,4	3,4	3,1	3,5
Économies dites avancées	1,2	1,2	1,8	2,1	1,7	2,0
Etats Unis	2,2	1,5	2,4	2,6	1,6	2,3
Zone Euro, dont :	-0,9	-0,3	0,9	2,0	1,7	1,7
France*	0,2	0,6	0,9	1,1	1,2	1,4
Allemagne	0,6	0,4	1,6	1,8	1,8	1,6
Japon	1,8	1,6	-0,1	1,2	1,0	1,2
Pays dits émergents ou en développement	5,3	4,9	4,6	4,2	4,1	4,5
Chine	7,7	7,7	7,3	6,9	6,7	6,6
Inde	5,6	6,6	7,2	7,9	6,8	7,2
Amérique Latine - Caraïbes	3,2	3,0	1,3	0,1	-1,0	1,1
Brésil	1,9	3,0	0,1	-3,8	-3,6	0,2
Venezuela	5,6	1,3	-3,9	-5,7	-18,0	-7,4
Suriname	3,1	2,8	1,8	0,1	-10,5	-1,2
Caraïbes¹	1,7	3,4	5,1	5,1	4,9	4,3
Haïti	2,9	4,2	2,8	1,0	1,4	1,0
République Dominicaine	7,1	8,5	9,2	7,7	6,6	5,3
Antigua et Barbuda	3,6	1,5	4,2	2,2	3,7	2,2
Dominique	-1,3	0,6	3,9	-4,3	0,6	3,0
Sainte-Lucie	-1,1	0,1	0,5	1,6	0,8	0,5
Barbade	0,3	0,0	0,2	0,5	1,6	1,7
Trinité et Tobago	1,3	2,3	-1,0	-1,8	-5,1	0,3

1 Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haïti, Jamaïque, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines et Trinité et Tobago.

Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2017 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2010.

Pour en savoir plus

• Notes de conjoncture mars 2017 et décembre 2016, Insee : « [Le pouvoir d'achat ralentit, le climat conjoncturel reste favorable](#) » et « [La croissance à l'épreuve des incertitudes](#) ».

• [Perspectives de l'économie mondiale, Études économiques et financières](#), Avril 2017, FMI.